



C.H.S.C.T. - Laboratoires BOUCHARA-RECORDATI Etablissement de Puteaux (Siège et Réseaux)

Procès-verbal de la REUNION ORDINAIRE DU CHSCT du jeudi 26 janvier 2017

dans la salle de réunion 1-7 à Puteaux, 1^{er} étage, 70 avenue du Général de Gaulle, Immeuble le Wilson

Étaient présents :

Mme Anne THERY	DRH
M. Stéphane COHEN	Directeur Général
Mme Anne LOUIS	Chargée du développement RH et des affaires sociales

M. Alain GNAHOU	Membre du CHSCT
M. Jacques GUILLON	Membre du CHSCT
M. Raphaël CANDELMA	Membre du CHSCT
M. Pierre STEFANELLI	Membre du CHSCT

M. Michel MONNET	Représentant Syndical CFE-CGC
M. Richard CZUBERNAT	Représentant Syndical CFDT
Mme. Nathalie BIBEN	Secrétaire du CE

Étaient excusés :

M. Nicolas SWIDERSKI	Représentant Syndical CFTC
M. Alain ROSSAT	Représentant Syndical UNSA

Mme le Dr. RESTIERI	Médecin du Travail
---------------------	--------------------

ORDRE DU JOUR :

La séance débute à 14h00

1) Approbation des PV de la réunion ordinaire du 20 octobre et de la réunion extraordinaire du 15 décembre 2016.

Les deux PV sont adoptés sous réserve des corrections apportées.

2) Absentéisme : Bilan de l'absentéisme du quatrième trimestre 2016 et de l'année, par BU et pour le siège et comparaison sur les mêmes périodes de 2015 avec les mêmes critères (mois, trimestres et année).

Joindre au PV les documents remis par la DRH.

P.Stefanelli suggère de joindre systématiquement les tableaux de suivis des états d'absentéisme remis par la DRH.

J.Guillon demande si le LEEM propose ou s'il existe des tableaux comparatifs sièges et réseaux de l'Industrie Pharmaceutique ?

A.Thery propose de voir si les tableaux peuvent être comparés d'une entreprise à l'autre.



3) Salariés en souffrance : le point dans les trois BU

Pour la **BU Méthadone**, il n'y a, à ce jour, plus de salarié suivi pour les alertes qui avaient été faites en 2015 / 2016.

- Une personne qui avait repris en mis temps thérapeutique qui avait progressivement augmenté son temps de travail reprend à temps plein à compter du 1er février.
- Une personne qui avait été suivie tout au long de l'année 2016 est en cours de départ de l'Entreprise pour réaliser un nouveau projet professionnel.

Pour la **BU Ethique** :

- Une personne qui avait été suivie tout au long de l'année 2016 en temps partiel thérapeutique est en cours de reprise à temps plein (confirmation attendue de la CPAM).
- Les autres situations d'alertes que nous avons suivies, les collaborateurs ont repris et cela se passe bien, il n'y a pas de point particulier à signaler.
- Une personne en arrêt longue durée qui n'était pas « alerte risque grave » en 2016, mais que nous avons évoqué en octobre est toujours en arrêt et nous sommes toujours à sa disposition dès qu'elle sera en capacité de reprendre.
- Un autre cas d'arrêt identifié en octobre, cette personne a repris depuis décembre, pas d'information particulière à souligner.

Pour la **BU OTC** il n'y avait pas d'alerte risque grave dans la BU néanmoins il y a toujours une personne en temps partiel thérapeutique.

- Un plan d'action a été mis en place dans une région qui avait connu une problématique relationnelle collective avec le DR. Il n'y a pas à ce jour de remontée particulière de difficulté spécifique individuelle ni collective. Cela avait été remonté aux mois de septembre octobre dernier. Nous restons vigilants et poursuivons l'accompagnement du manager, de suivi des collaborateurs et à l'écoute s'il y a la moindre difficulté.

R.Czubernat demande si le temps partiel est sur une durée de six mois ?

A.Thery répond que de mémoire ce n'est pas sur une durée aussi longue. Ce n'est jamais six mois d'un coup, mais plutôt maximum trois mois et renouvelé et parfois renouvelé que d'un mois. Ici en l'occurrence c'est un renouvellement court.

S.Cohen s'enquière de l'état de santé d'un collaborateur arrêté.

M.Monnet fait le point sur le dernier constat de la médecine du travail, précise que cette personne va psychologiquement mieux mais qu'elle n'est pas en état de reprendre son activité pour le moment

A.Louis fait ensuite le point sur les accidents du travail à l'aide d'un tableau transmis.

R.Candelma intervient au sujet d'un collaborateur qui a été arrêté à cause d'une douleur viscérale pendant le travail et demande si cela est considéré comme accident du travail.

Réponse par la négative de la DRH car la cause de cette douleur était extérieure au travail.

4) Qualité de Vie au Travail : le point sur la Charte CHSCT QVT et sa diffusion

P.Stefanelli intervient et précise que cette question a été posée puisqu'il était prévu que cette Charte QVT soit distribuée au séminaire de rentrée mais en vain compte tenu de l'organisation.

Il interroge sur la manière de remettre cette Charte QVT à l'ensemble des salariés LBR et si la proposition d'envoi par mail qui avait été également avancée pouvait convenir.

R.Candelma reprend qu'il était dommage de ne pas avoir mis en œuvre la méthodologie prévue.

A.Gnahoui répond qu'effectivement et se pose la question qui avait été posée sur la réception du document par mail ou par courrier pour les salariés, avec d'une part la validation de réception du document mais également les questions que cela pouvait susciter et de quelle manière y répondre.

P.Stefanelli propose que le courrier contienne un accusé réception du document et que les numéros de téléphone des membres du CHSCT y figurent afin que toute question puisse leur être posée en directe.

A.Gnahoui rajoute que de la même manière que pour nos formations les questions soient renvoyées au CHSCT afin que des réponses collectives puisse être envoyées.



P.Stefanelli constate que cela aurait l'avantage d'uniformiser les réponses.

A.Gnahoui rajoute qu'en plus ceux qui n'auraient pas posé de question auraient aussi les réponses.

La question qui se pose sur l'accusé réception et la manière de procéder relance le débat.

A.Gnahoui rajoute que pour donner à cette Charte QVT l'importance que nous voulons lui donner, il avait suggéré que cela se fasse de la même manière que pour le réglementaire.

P.Stefanelli propose donc une solution intranet qui ne vienne pas interférer avec le réglementaire.

S.Cohen propose de demander au service informatique s'il est possible à partir de la plateforme.

A.Thery propose l'idée d'une boîte mail pour le CHSCT qui permettrait à la fois d'envoyer un message avec la charte et également de collecter les questions.

P.Stefanelli confirme que l'idée de la boîte mail spécifique au CHSCT permettrait également d'avoir dans l'avenir d'autres possibilités de questionnement ou autre moyen direct de communication.

J.Guillon rajoute que plutôt que d'envoyer une pièce jointe, le message serait dans le corps du texte, ce qui permettrait à tous de lire la Charte sans avoir à ouvrir un autre fichier.

A.Thery va voir avec le service informatique pour créer une boîte mail CHSCT Puteaux avec un accès à tous les membres ce qui fait une boîte générique pour les changements.

S.Cohen proposait de doubler l'envoi par mail avec un envoi papier avec le bulletin de salaire et un courrier d'accompagnement du CHSCT.

5) Possibilités de Formation de « Sauveteur Secouriste du travail » (SST) pour des salariés permettant d'assurer les premiers secours aux accidentés et aux malades en liaison avec les services d'urgence extérieurs

P.Stefanelli rajoute que cette question avait été posée lors du dernier CHSCT mais que le fait de la reposer permet de refaire le point et s'il y aura ou pas de formation car ceci n'avait pas été acté.

A.Louis répond cette formation est obligatoire sur les sites, en cas de réalisation de travaux dangereux ou en cas de réalisation d'un chantier de plus de 15 jours employant au moins 20 travailleurs (R 4224-15 du code du travail) ; LBR n'est donc pas concerné.

Toutefois, l'idée de mettre en place cette formation, qui nécessite un recyclage tous les 24 mois et un minimum de stagiaires lors de la formation, est en cours d'examen, en lien avec Orphan Europe, pour les collaborateurs du siège, où une collectivité de travailleurs sont présents.

Les collaborateurs du réseau peuvent également bénéficier de cette formation en région auprès d'organismes locaux (casernes de pompiers etc).

J.Guillon propose d'en informer les réseaux si toutefois ces mêmes stages peuvent se suivre en province.

6) Question récurrente concernant le chauffage du siège. En dehors du fait, que les locaux étaient prévus pour être en open-space, quelle température est prévue dans le contrat avec le gestionnaire, car aucune anticipation n'est faite pour suivre une période de vacances ou week-end ? De plus il semble que dès que la température extérieure est proche de zéro, le chauffage n'assure pas sa fonction. Enfin serait-il possible au gestionnaire d'anticiper la mise en route du chauffage de façon efficiente ?

A.Louis répond que la température prévue avec le gestionnaire est de 20 degrés Celsius. Une pompe à chaleur doit être arrêtée tous les week-ends et pour anticiper le retour de week-end, le chauffage est remis en route le lundi matin à 3 heures depuis 2016 (5 h 00 avant 2016). En cas de grand froid (températures négatives) le gestionnaire se déplace le dimanche après-midi pour anticiper la mise en route du chauffage. Il peut arriver qu'une pompe dysfonctionne et ne se mette pas en route ce qui entraîne le refroidissement de certaines zones mais il s'agit d'un événement ponctuel.

Toutefois, certains comportements ont été relevés tels que : obstruction des ouïes d'aération dans les bureaux empêchant l'air chaud d'arriver et perturbant la répartition homogène de l'air chaud dans le secteur.

Autre comportement déjà signalé : il est interdit de manipuler les thermostats dans le couloir, une pancarte a été placée à coté de chaque thermostat et certaine de ces affichettes ont été arrachées.

Il a été demandé au gestionnaire de vérifier chaque lundi matin que les thermostats dérèglés soient à la bonne température.

7) Information calendrier renouvellement du CHSCT

La première réunion vient d'avoir lieu. Il va y avoir un mail de la DRH pour appel à candidatures.

Les candidatures seront à envoyer par mail soit à un membre titulaire soit à la DRH au plus tard le 10 février avant 20h00. Scrutin de listes. Réunion le 16 février avec quatre sièges à pourvoir, au moins un pour les cadres et le mandat est de deux ans.

8) Questions urgentes

Il n'y a pas de question urgente.

La séance est levée à 14h45.

Le secrétaire du CHSCT



Pierre Stefanelli